

Europe

LES EUROPÉENS FACE À LA CRISE DES MIGRANTS

Jérôme Fourquet

27/10/2015

Comment les opinions publiques européennes réagissent-elles à l'arrivée de migrants sur les côtes méditerranéennes ? Aux solutions proposées par les autorités ? Jérôme Fourquet analyse les résultats d'une enquête menée dans sept pays à la demande de la Fondation et de son partenaire européen la FEPS.

La Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) ont commandé à l'Ifop une enquête d'opinion sur le thème de la crise des migrants telle qu'elle est perçue dans sept pays européens – France, Allemagne, Italie, Espagne, Pays-Bas, Danemark, Grande-Bretagne – confrontés plus ou moins directement à l'arrivée en grand nombre de migrants. La publication en septembre dernier de la photo de l'enfant syrien Aylan, l'engagement d'Angela Merkel en faveur de l'accueil des migrants, la multiplication dans les journaux et discours politiques des images de « vague », de « raz-de-marée » ou encore de « submersion » migratoires sont autant de facteurs qui sont susceptibles d'influencer le regard des Européens sur le profil des migrants, leur nombre, leur intégration en Europe et la capacité des pays à les accueillir.

Une large majorité d'Européens considère ainsi que l'accueil des migrants est un devoir moral et que les réfugiés sont d'abord des demandeurs d'asile qui fuient la guerre plutôt que des migrants économiques qui viennent chercher de meilleures conditions de vie. Néanmoins, ils sont nombreux à douter des moyens financiers dont dispose l'Europe pour les accueillir et des bénéfices économiques que pourrait représenter leur arrivée. Beaucoup estiment aussi que la capacité d'intégration de la population immigrée est déjà atteinte dans leur pays.

Si l'enquête fait état de nombreux consensus, la question de l'accueil des migrants marque pourtant un clivage très net dans l'opinion européenne. D'un côté, l'Allemagne – qui compte le plus d'avis favorables avec 79 % d'approbation – l'Italie, le Danemark et l'Espagne constituent le « camp pro-accueil ». De l'autre, la Grande-Bretagne, la France et les Pays-Bas, où le soutien à l'accueil des migrants est inférieur à 50 %, forment « le bloc du refus ».

Dans ces trois derniers pays, les craintes liées au risque d'un appel d'air et à la possible présence de terroristes parmi les migrants sont alors plus vives. A la question relative aux moyens d'enrayer ces flux, la France se démarque par les 30 % de réponses en faveur du contrôle des frontières et de la lutte contre l'immigration clandestine alors que la majorité des réponses dans les autres pays portent en priorité sur l'aide au développement dans les pays du sud de la Méditerranée.

Enfin, l'enquête met en lumière le décalage entre ce que souhaitent les Européens et ce qu'ils pensent de l'arrivée des migrants. La plupart estiment que ces derniers vont s'installer définitivement dans les pays d'accueil mais ils sont nombreux, entre 81 % et 92 % dans les différents pays étudiés, à vouloir que les migrants retournent dans leur pays après quelques mois ou années passés en Europe.

Téléchargez les [résultats complets](#)